

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45166 OLIVET Cedex  
45160 Olivet

Références : IC260301  
Code AIOT : 0010000159

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement AXEREAL implanté 12 Lieu-dit Gommiers 28140 Terminiers. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- 12 Lieu-dit Gommiers 28140 Terminiers
- Code AIOT : 0010000159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement AXEREAL de Terminiers au lieu-dit Gommiers est constitué de : 4 silos de céréales (dont 1 non exploité ; les silos en fonctionnement étant les silos n°2,3,4), un stockage d'engrais solides, un stockage d'engrais liquides, un réservoir aérien de GPL et un stockage de produits agropharmaceutiques.

L'établissement est séparé en 2 parties par une voie ferrée réservée au fret.

L'exploitation de l'installation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1985, complété par l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008.

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	2 mois
13	Nettoyage des silos	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie - Cuve GPL	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Article 4.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
16	Prévention des risques et moyens de lutte incendie - stockage d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 4.3.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
17	Conformité des installations, gestion des modifications	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 12/08/2019	Sans objet
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
8	Surveillance des installations et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
9	Surveillance des installations et des travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
10	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
11	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
12	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
14	Dispositifs de découplage (silos) - NC 5 VI 27/02/2023	Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 18.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 12/08/2019
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le tableau de classement de établissement est mis à jour dans le tableau en annexe du présent courrier, suivant ces éléments. [...]
<b>Constats :</b>

### Visite d'inspection du 19 mars 2026

en salle :

Suite au courrier 28 mars 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet la cessation d'activité partielle concernant les rubriques 4110-1, 4110-2, 4120-2, 4130-2, 4140-2 et 4510 et a demandé la mise à jour de l'arrêté préfectoral du site. Cette demande n'a pas encore été instruite par la DREAL.

L'exploitant transmet sur demande de l'exploitant un état des stocks daté du 19 mars 2026 (cf. tableau n°1 ci-dessous).

Rubrique	Quantité présente (en tonnes)	Régime de l'installation
2175	68,36	D
4702-III	170,04	DC
4702-IV	46,417	NC
1436	0,39114	NC
4140	0,2442	NC
4331	0,113397	NC
4510	5,544897	NC
4511	2,7483	NC
4718	32	DC
4734	0,01854	NC

Tableau 1 : état des stocks au 19 mars 2026.

NB : D Déclaration / DC Déclaration avec contrôle périodique/ NC non classé.

L'établissement n'est pas un site SEVESO Seuil Bas ou Seuil Haut, ni par dépassement direct des seuils haut ou bas, ni par application de la règle des cumuls (cf. tableau n°2 ci-dessous).

Règle d'addition n° Sa : 2760+2792+4100+4700 (dangers pour la santé)	0,955	0,239
Règle d'addition n° Sb : 2760+2792+4200+4300+4400+4700 (dangers physiques)	0,641	0,410

Règle d'addition n° Sc : 2760+2792+4500+4700 ( d a n g e r s   p o u r l ' e n v i r o n n e m e n t )	0,416	0,180
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------	-------

Tableau 2 : application de la règle des cumuls pour le classement SEVESO

**Constat : pas d'écart relevé. Cet état des stocks est conforme à l'arrêté d'autorisation et à la lettre de cessation d'activité partielle du 28 mars 2022.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

## N° 2 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Identification des zones à risques

### Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]

### Constats :

#### Visite d'inspection du 19 mars 2026

L'exploitant ne détient pas un dossier, tenu à la disposition de l'inspection, comportant les éléments relatifs à la fabrication et à l'exploitation des installations à risques présentes dans les zones ATEX de son établissement.

Pour rappel, ce dossier ou document est généralement établi en application du Code du travail qui introduit l'obligation de prise en compte des atmosphères explosives (ATEX), et d'annexer au Document Unique, le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE).

Toutefois, l'exploitant a présenté la partie de l'étude de dangers de son établissement qui reprend le classement des zones à risque d'explosion du site, sur la base d'un document interne qui définit le classement des installations de stockage et de travail du grain au sein de l'ensemble des silos du Groupe coopératif, en fonction :

- de la partie de l'installation telle que la tour de manutention en communication ou non avec le ciel des cellules ;
- du type de cellules ou boisseaux (fermés ou ouverts) ;
- du type d'équipement, raccordé ou non à une aspiration centralisée, un dépoussiéreur ;
- des caractéristiques de l'équipement dont notamment le débit...

Aucune liste des équipements présents en zone ATEX, aucune déclaration de conformité UE (ou CE pour les produits mis sur le marché avant 20 avril 2016) et aucune analyse des risques de l'exploitation vis-à-vis du risque ATEX n'est tenue à la disposition de l'inspection.

Pour les installations existantes conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1988, à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003, l'exploitant n'a pas

explicitement statué sur la conformité de ces installations, en regard de la zone ATEX dans laquelle elles sont exploitées.

**Conclusion : écart relevé :**

**L'exploitant ne dispose pas :**

- d'une liste des équipements présents dans les zones ATEX de son établissement,
- des déclarations de conformité UE (ou CE pour les produits mis sur le marché avant 20 avril 2016) de ces équipements,
- des éventuelles analyses des risques présentés par ces mêmes équipements vis-à-vis du risque ATEX.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Plan général des zones à risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°2) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

**Constats :**

#### **Visite d'inspection du 19 mars 2026**

En salle :

L'exploitant dispose d'un plan de l'établissement annexé à son plan d'intervention sur lequel il a identifié les zones à risques d'incendie ou/et d'explosion.

La nature exacte du risque (0, 1, 2 et/ou 20, 21, 22) des différentes zones ATEX est identifiée sur les schémas établis sur la base du document interne qui fixe le classement des installations de stockage et de travail du grain au sein de l'ensemble des silos du Groupe coopératif (cf. le descriptif porté au PdC n°2). Ces schémas sont annexés à l'EDD de l'établissement.

Cependant, les documents présentés ne définissent pas précisément les zones ATEX de l'établissement (absence de représentation des zones « distances » vis-à-vis de l'émission à l'origine du classement en zone ATEX par rapport à la présence de raccord(s) sur les canalisations et tuyauteries de gaz par exemple).

sur site :

L'inspection constate que les zones ATEX sont matérialisées par un affichage au niveau du silo 3.

**Conclusion : écart relevé : Le plan des zones ATEX de l'établissement est incomplet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°3).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Visite d'inspection du 19 mars 2026</u></b></p> <p>Le contrôle a porté plus particulièrement sur l'installation de stockage de GPL en réservoir aérien. La présence de consignes a été observée sur le grillage qui délimite la zone ATEX associée à la présence de ce stockage et des équipements annexes, tel que le réchauffeur (l'interdiction de téléphone portable, de fumer, d'apporter du feu...).</p> <p>L'équipe d'inspection a observé la présence de 2 capteurs Oldam OLC 10N dédiés à la détection d'une éventuelle fuite de GPL.</p> <p>Suite au remplacement du réservoir, non déclaré par l'exploitant, par un réservoir d'une capacité strictement inférieure à 35 tonnes, lesdits capteurs ne sont plus en service.</p> <p>D'autre part, au cours de la visite in-situ, l'équipe d'inspection a observé la présence de panneau d'affichage matérialisant la présence de zone ATEX, à l'entrée des silos n°2 et 3, notamment.</p> <p>L'exploitant dispose de consignes mises en place sur l'ensemble des sites du Groupe Coopératif AXEREAAL incluant notamment les consignes incendie, d'urgences, de nettoyage, de délivrance des permis feu, etc. La consigne CS 006 du 25 mars 2005, mise à jour le 10 août 2012, précise notamment les mesures à prendre pour travailler dans, ou à proximité d'une zone ATEX.</p> <p>L'exploitant dispose également de consignes spécifiques relatives à la délivrance des permis de feu, ainsi que pour la visite préalable de chantier, d'autorisation de travaux et d'autorisation d'accès.</p> <p>Ces consignes sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, et tenues à la disposition de l'ensemble du personnel du site sur le portail AX'HOME du Groupe Coopératif AXEREAAL.</p> <p><b><u>Conclusion :</u></b> pas d'écart relevé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 5 : Formation d'atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  <b>Visite d'inspection du 16 mars 2026</b> Des extracteurs de poussières sont installés en ciel des cellules du silo n°3. La conformité de ces équipements en regard du niveau de la zone dans laquelle ils sont implantés n'est pas démontrée. Pour ces équipements, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer leur conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1988, à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003. D'autre part, l'exploitant n'a pas explicitement statué sur la conformité de ces installations, en regard de la zone ATEX dans laquelle elles sont exploitées. L'exploitant a déclaré que ces extracteurs n'étaient plus alimentés électriquement, sans pouvoir le démontrer. De plus, aucune maintenance n'est assurée afin de vérifier l'absence de risque associé à leur maintien au-dessus des cellules de stockage. <b>Conclusion : écart relevé : La conformité des extracteurs de poussières installés en ciel des cellules du silo n°3, en regard du zonage ATEX établie par l'exploitant, n'est pas démontrée.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : Conformité des appareils**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>

**Visite d'inspection du 19 mars 2026**

Aucune liste des appareils électriques et non électriques installés sur le site et présents en zone ATEX, aucune déclaration de conformité UE (ou CE pour les produits mis sur le marché avant 20 avril 2016) et aucune analyse des risques de l'exploitation vis-à-vis du risque ATEX n'est tenue à la disposition de l'inspection.

Aucune inspection périodique des produits ATEX n'est formalisée.

**Conclusion : écart relevé : L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer la conformité des appareils et systèmes de protection utilisés en atmosphères explosibles dans ses installations exploitées à Terminiers.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :****Visite d'inspection du 19 mars 2026**

L'exploitant a présenté à l'équipe d'inspection :

- le rapport DEKRA Industrial référencé n° 115934712601R002 relatif à la vérification réalisée le 4 mars 2026, au titre du Code de l'environnement ;
- le rapport DEKRA Industrial référencé n° 115934712601R001 relatif à la vérification réalisée, au titre du code du travail, le 4 mars 2026 ;
- le plan des actions correctives mises en œuvre et envisagées pour lever les 18 observations émises dans le cadre.

À noter, le premier rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis de DEKRA sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis de DEKRA sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.</li> </ul> <p>Concernant le premier rapport, l'observation n°6 (identique à l'observation n°18 du rapport code du travail) caractérisée U1 ne fait pas l'objet d'action corrective.</p> <p>Le second rapport met en évidence l'absence d'autorisation de coupure générale par l'exploitant. De fait, le champ de la vérification est incomplet.</p> <p><b>Conclusion : écart relevé : l'observation n°6 portée dans le rapport DEKRA Industrial référencé n° 115934712601R002 (identique à l'observation n°18 du rapport code du travail), caractérisée U1 n'a pas fait l'objet d'action corrective, et en l'absence de coupure générale de l'établissement, le champ de la vérification des installations électriques est incomplet.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Surveillance des installations et formation du personnel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Visite d'inspection du 19 mars 2026</b></p> <p>Le responsable du site, Monsieur Victor Boulet, nommément désigné par l'exploitant, a suivi une formation spécifique aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. L'exploitant présente une attestation de formation en date du 26 octobre 2023.</p> <p>Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans.</p> <p><b>Conclusion : pas d'écart relevé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Surveillance des installations et des travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
<b>Constats :</b>  <b><u>Visite d'inspection du 19 mars 2026</u></b> L'exploitant dispose de consignes spécifiques relatives à la délivrance des permis de feu, ainsi que pour la visite préalable de chantier, d'autorisation de travaux et d'autorisation d'accès. Ces consignes sont tenues à la disposition des personnels du site dans le classeur site ainsi que sur le portail AX'HOME du Groupe Coopératif AXEREAL. <b><u>Conclusion :</u></b> pas d'écart relevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Travaux par point chaud et permis feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b>  <b><u>Visite d'inspection du 19 mars 2026</u></b> <u>en salle :</u> Le contrôle par sondage du permis de feu délivré le 06/02/2026, au profit de la société BME, pour remettre en état le calibreur situé au 2ème étage du silo n°3 n'appelle pas d'observation. <b><u>Conclusion :</u></b> pas d'écart relevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Système de dépoussiérage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]

<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Visite d'inspection du 19 mars 2026</u></b>  <u>sur site :</u>  Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation.  Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe I du présent rapport.  <b><u>Conclusion</u> : pas d'écart relevé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Transporteurs à bande**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Visite d'inspection du 19 mars 2026</u></b>  <u>sur site :</u>  Le contrôle par sondage a porté sur la bande du transporteur d'ensilage du silo n°3. Ce contrôle n'appelle pas d'observation : la bande dispose du marquage attestant de sa conformité à la non propagation de la flamme.  <b><u>Conclusion</u> : pas d'écart observé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Nettoyage des silos**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des silos</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  [...]  La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doivent pas être supérieure à 50g/m².  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Visite d'inspection du 19 mars 2026</u></b>  <u>sur site :</u></p>

<p>L'inspection constate la présence d'un fort empoussièrement au niveau de l'espace sur cellules du silo n°3. Les photographies jointes au présent point de contrôle présentent cet empoussièrement, notamment sur l'ensemble des surfaces planes et divers chemins de câbles, inaccessibles sans mesures complémentaires de sécurité.</p> <p><b>Conclusion : écart relevé : En regard du niveau d'empoussièrement constaté le 19 mars 2026, le silo n°3 n'est pas débarrassé régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Dispositifs de découplage (silos) - NC 5 VI 27/02/2023**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 18.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.</p> <p>Pour les trois silos, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants : [tableau descriptif des découplages]</p> <p>Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;</li> <li>- Et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ;</li> </ul> <p>L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Constat associé à la VI du 27/02/2023

**Les 3 portes de découplage situées au niveau 3 du silo n°2, séparant les ciels de cellules de la tour de manutention (2 portes côté Nord et 1 porte côté Sud), ne sont pas équipées d'un système de fermeture mécanique automatique.**

Visite d'inspection du 19 mars 2026

sur site :

Lors de la visite in-situ, l'inspection a constaté que les 3 portes de découplage situées au niveau 3 du silo n°2, séparant les ciels de cellules de la tour de manutention, sont équipées d'un système de fermeture mécanique automatique.

**Conclusion : pas d'écart relevé. La non-conformité n°5 constatée lors de la visite d'inspection du 27 février 2023 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 :** Moyens de lutte contre l'incendie - Cuve GPL

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Article 4.2 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure de mise en oeuvre du système d'arrosage de la cuve GPL

**Prescription contrôlée :**

[...]

**C. Stockage en « réservoirs aériens »**

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg » ;
- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. « Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant ; » « pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures. » pour les installations déclarées avant le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures, à partir du 1er janvier 2021. »
- pour les réservoirs de capacité déclarée inférieure à 15 tonnes, d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;
- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé ;

[...]

Dans chacune des configurations précitées, tous les matériels listés sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

[...]

**Constats :**

**Visite d'inspection du 19 mars 2026**

sur site :

A la demande de l'inspection, l'exploitant tente sans succès de mettre en service le système d'arrosage de la cuve. L'inspection relève qu'aucune procédure pour la mise en œuvre de système

n'est indiquée à proximité de celle-ci, et ou tenue à la disposition du personnel de l'établissement.  
**Conclusion : écart relevé : L'exploitant n'est pas en mesure de mettre en œuvre le système d'aspersion du réservoir aérien de GPL.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 16 : Prévention des risques et moyens de lutte incendie - stockage d'engrais**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 4.3.1 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.

**Constats :**

**Visite d'inspection du 19 mars 2026**

sur site :

L'inspection demande à réaliser un test de fonctionnement de la centrale de détection automatique d'incendie présente dans le local de stockage des engrais solides. L'exploitant n'est pas en mesure de réaliser ce test faute de pouvoir localiser l'emplacement de cette centrale de détection.

**Conclusion : écart relevé : L'exploitant n'est pas en mesure de réaliser un test de fonctionnement de la centrale de détection incendie.**

**En regard de ce constat, les personnels de l'établissement ne connaissent pas les installations de l'établissement et les mesures de prévention et de protection mises en place.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 17 : Conformité des installations, gestion des modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/2008, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification de la capacité de la cuve GPL
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinages, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou de l'étude de danger, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  <u><b>Visite d'inspection du 19 mars 2026</b></u> <u>en salle :</u> L'exploitant indique que la capacité de la cuve de GPL a été modifiée suite à la dernière opération de requalification. Celle-ci n'est plus de 49 tonnes mais de 32 tonnes. <u>sur site:</u> L'inspection constate que la plaque signalétique de la cuve GPL mentionne un volume total de 68 750 l. La jauge indique 60%, soit pour une densité de 0,515 kg/l, une quantité présente de 21,244 tonnes pour une capacité totale de 30, 095 tonnes avec un taux de remplissage limité à 85%. <b>Conclusion : écart relevé : La modification concernant le remplacement du réservoir aérien existant par un réservoir d'une capacité de GPL inférieure n'a pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois